

15 août 2015 Le Monde

Gardons le cap, la reprise est bel et bien engagée en France

Les chiffres du deuxième trimestre sont certes décevants, mais le PIB a progressé de 1 % en un an. C'est le fruit d'une politique économique et budgétaire volontariste, qu'il faut plus que jamais poursuivre

Il y a un an, jour pour jour, je rappelai dans ces mêmes colonnes (*Le Monde* du 15 août 2014) qu'il fallait constater ce qui était avant d'annoncer ce qui pourrait être.

Constatons tout d'abord que le chiffre de la croissance du 2^e trimestre, à première vue décevant, vient après un 1^{er} trimestre très dynamique, et qu'au-delà des à-coups d'un trimestre à l'autre, inévitables dans toute phase de redémarrage, la reprise est bel et bien engagée en France : sur un an, le PIB a progressé de 1 % et après trois années sans réelle croissance, la reprise se diffuse dans l'économie.

Ce résultat, ce n'est pas seulement le fruit d'un " alignement astral " favorable – pétrole bas, taux d'intérêt bas, euro bas. C'est d'abord le résultat d'une politique volontariste : avec le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et la première étape du Pacte de responsabilité et de solidarité, ce sont 20 milliards d'euros qui ont déjà été restitués aux entreprises. Le plan de soutien à l'investissement, notamment la mesure de " suramortissement ", est en œuvre depuis avril. Soutenu par la baisse du prix de l'énergie, le taux de marge des entreprises a déjà repris les deux tiers du terrain perdu entre 2007 et 2012. Voilà de quoi restaurer des parts de marché à l'exportation pour nos entreprises, voilà de quoi investir et embaucher !

Constatons également que la croissance sera conforme aux attentes de la loi de finances pour 2015, et pourrait même dépasser 1 %. A mi-année, l'objectif est déjà presque atteint, avec un acquis de croissance de 0,8 %. Tous les instituts économiques anticipent désormais une croissance égale ou supérieure à 1 % cette année et à 1,5 % l'an prochain.

Constatons aussi que la France va enfin tenir ses objectifs de finances publiques. Souvenons-nous des craintes de sanctions agitées cet automne par certains, dans les médias et ailleurs, en réponse à notre discours de vérité. Finalement, nous avons réussi, en 2014, à baisser de nouveau le déficit public, à 4 % du PIB, dans un contexte conjoncturel pourtant très difficile.

maîtriser la dépense publique

Cette crédibilité restaurée, nous l'avons mise à profit, dans un dialogue confiant avec la Commission européenne, pour redéfinir un chemin de réduction des déficits compatible avec le retour de la croissance. Nous allons, cette année, comme nous l'avons prévu, réduire le déficit à 3,8 % du PIB. Cette crédibilité, c'est aussi ce qui nous permet de peser en Europe, comme nous le faisons pour aider à trouver, pour la Grèce, un chemin conforme à nos valeurs de solidarité et de responsabilité partagées.

La France a pris des engagements et elle les tient. Mais ne tombons pas dans l'autosatisfaction : il nous reste du chemin à parcourir ! La reprise est là, mais elle n'est pas encore assez forte pour faire reculer le chômage. La baisse des déficits est là, mais elle ne permet pas encore de redistribuer à tous les Français leur part des efforts consentis ces dernières années, même si nous avons commencé avec la réduction d'impôt sur le revenu – déjà considérable – pour 9 millions de ménages aux revenus modestes et moyens dès cette

rentrée.

Je veux rester prudent et refuse de tirer des chèques en blanc sur l'avenir. Ce n'est qu'en maîtrisant la dépense publique que nous pouvons à la fois financer nos priorités – la sécurité, l'éducation, la jeunesse, la culture –, réduire les déficits et diminuer les prélèvements dans l'économie. Ce que nous faisons, aucun gouvernement ne l'a fait avant nous. La dépense de l'Etat diminue. Les dépenses publiques globales n'ont progressé que de +0,9 % en 2014, augmentation la plus faible depuis des décennies.

Bien sûr, les débats sur la meilleure façon de soutenir la croissance, l'investissement et l'emploi sont légitimes et utiles, nous devons les mener. Et nous partageons ces mêmes objectifs.

Des objectifs et un débat que nous portons au niveau européen : avec une politique budgétaire plus adaptée qui tourne le dos à l'austérité, avec un plan Juncker de soutien à l'investissement qui monte en charge, l'Europe doit se construire pour plus de croissance. C'est la confiance dans le projet européen qui est en jeu.

Au niveau national également, des entreprises plus fortes, ce sont plus d'investissements et d'embauches, donc plus de pouvoir d'achat pour les Français, de manière durable. Le CICE doit donc continuer à monter en charge, il est désormais bien identifié des chefs d'entreprise. Le Pacte de responsabilité et de solidarité doit aussi être déployé dans l'enveloppe budgétaire prévue.

C'est en gardant une politique économique cohérente que nous confortons la croissance aujourd'hui, et permettons une ferme reprise de l'investissement et, enfin, le recul du chômage.

Par Michel Sapin